

Le CNRI est l'alternative démocratique – Maryam Radjavi

Discours de Maryam Radjavi la session de trois jours du Conseil national de la Résistance iranienne, marquant le début de la 40^e année de la fondation du CNRI (23 – 26 juillet 2020)

juillet 2020

Honorables membres du Conseil national de la Résistance iranienne,

Chers amis et personnalités qui participez en observateurs au troisième jour de la session du CNRI,

Je vous souhaite la bienvenue et je salue les efforts de chacune et chacun d'entre vous en faveur de la liberté de notre nation dans cette réunion qui s'inscrit dans la série de rassemblements du sommet annuel de la Résistance iranienne.

Permettez-moi d'adresser mes félicitations au peuple iranien, en votre nom et avec vous, en ce début de la 40ème année de la fondation du CNRI. 120 années de souffrance, de torture et de luttes des générations successives du peuple iranien ont permis de fonder et de préserver cette alternative démocratique.

La société iranienne, l'histoire de l'Iran et les révolutions et mouvements qui se sont développés depuis le Mouvement constitutionnel ont créé le potentiel pour fonder cette alternative de base afin de conquérir la souveraineté populaire. Cependant, il aurait été impossible de transformer ce potentiel en une réalité politique et matérielle sans une direction qualifiée et sans de grands efforts et de grandes souffrances. C'est le rôle de Massoud Radjavi, le président du CNRI, qui l'a réalisé avec un immense succès garantissant ainsi l'avenir du mouvement de résistance dans son ensemble.

Bien que les circonstances historiques existaient pour la formation de cette alternative démocratique, sa fondation n'a pas été gratuite, et sa préservation et son amélioration n'ont pas été simples ni bon marché.

Au début de la 40e année de la fondation du CNRI, commémorons d'abord de grands martyrs comme Shokrollah Paknejad, qui a été parmi les premiers à encourager la formation du CNRI. En avril 1981, le journal « Modjahed » qui est l'organe officiel de l'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran (OMPI), a commencé à publier des rubriques intitulées « Le Conseil ». M. Paknejad admirait ce travail et avait déclaré que « Le Conseil » pourrait être un axe de rassemblement des forces progressistes.

Commémorons également le grand écrivain Gholam-Hossein Sa'edi qui a écrit pour la publication mensuelle du CNRI, et des artistes de renom tels que Marzieh, Emad Ram, Andréanik, Manouchehr Sakha'i, Maitre Alivandi, Mansour Ghadarkhah et Mohammad Seyedi-Kashani.

Nous n'oublierons pas les représentants du CNRI, le professeur Kazem Radjavi et Mohammad Hossein Naghdi, ni les membres vétérans du CNRI, dont MM. Yazdan Haj Hamzeh, Samad Sajedian, Hossein Shahidzadeh (Kak Hessam) et mes soeurs, Batoul Raja'i et Zahra Mehrsefat.

Les présidents des commissions du CNRI, Ebrahim Zakeri, Mohammad-Ali Jaberzadeh, Guiti Guiveh-Chinian, ainsi que des dizaines de membres du CNRI comme Zahra Rajabi, Hossein Abrichamchi et Zohreh Gha'emi qui ont été tués lors des attaques terroristes, des massacres ou du blocus criminel du camp d'Achraf et du camp Liberty.

Je voudrais également rendre hommage à la grande artiste engagée Marjan et à Massoumeh Joshaghani qui ont toutes deux été des prisonnières politiques résistantes dans les cachots du régime clérical.

Nous les saluons pour être restés fidèles à leur engagement jusqu'à leur dernier souffle. Chacune et chacun est une source de fierté pour notre nation et notre histoire.

Une éruption possible à tout moment

La session intérimaire du CNRI se tient malheureusement à un moment où le nombre de décès dus au coronavirus en Iran a atteint au moins 76 000.

La Résistance iranienne a déclaré à juste titre qu'Ali Khamenei et son président Hassan Rohani ont adopté une politique de pertes humaines massives pour repousser les soulèvements populaires et la menace d'être renversés. Ils considèrent le coronavirus comme un don du ciel et une opportunité, mais aussi comme un allié et un sauveur du régime contre notre peuple.

Nous voyons bien que leur député de Gonbad-Kavous le confirme en s'exclamant : « on dirait qu'ils ont juré de tuer tout le monde. »

Ils veulent plonger la population dans le désespoir, l'amertume et l'inertie. Mais la société iranienne a montré qu'elle ne se laisse pas dominer.

Dans le cas des condamnations à mort prononcées sur ordre de Khamenei contre trois manifestants du soulèvement de novembre 2019, nous avons vu que des millions de personnes en Iran et à l'étranger, ont exprimé leur indignation et leurs protestations. Ensuite, il y a eu le soulèvement de nos compatriotes à Behbahan (dans la province du Khouzistan). Cela montre que notre société est prête à se soulever et à renverser le régime, et qu'elle saisit toutes les occasions pour le faire.

Comme cela a été souligné dans le plan en dix points, la Résistance iranienne demande l'abolition de la peine de mort depuis des années. Nous insistons sur cette nécessité et nous appelons nos compatriotes à protester largement, plus que jamais, contre

l'application de ce châtiment inhumain pour la jeunesse iranienne et les personnes arrêtées lors des soulèvements. Le régime doit libérer tous les prisonniers politiques. Une fois de plus, nous appelons les instances internationales et les gouvernements du monde à faire pression et à contraindre le régime des mollahs à libérer tous les prisonniers politiques.

Oui, les mollahs ont été et sont incapables de vaincre notre peuple par la répression et la terreur.

Bien qu'ils aient causé un bain de sang lors du soulèvement de novembre 2019, ils n'ont pas réussi à en éteindre les flammes. Behbahan, Mahshahr, Chiraz, Kermanchah et Shahriar ont roulé dans leur sang, mais attendent en coulisses de se rebeller.

En outre, le régime clérical a connu une série de défaites ces derniers mois. Il a échoué lors du simulacre d'élections législatives de février. Même ses chiffres sur le taux de participation montrent que c'est le plus bas des 40 dernières années. Le régime n'a pas non plus réussi à empêcher le développement des unités de résistance, car leurs opérations et leurs activités se sont poursuivies sans relâche malgré la vague d'arrestations et de répression.

La lutte persistante de l'OMPI, la prise de risque désintéressée des unités de résistance, et le rôle dirigeant du président du CNRI pour orienter les forces combattantes opposées au régime et la jeunesse courageuse d'Iran, ont eu un impact brillant sur l'essor de notre résistance ces deux dernières années.

Aujourd'hui, ce que le régime craint le plus, c'est l'éruption d'un nouveau soulèvement qui se répandrait dans tout le pays. Et il est catastrophé parce que son appareil répressif est extrêmement vulnérable et manque de soutien.

La complaisance des gouvernements occidentaux avec la dictature cléricale a opéré un changement de taille. Sa préservation et la prévenance à son égard ont laissé place à

son inscription sur les liste du terrorisme et aux sanctions. L'élimination de son criminel en chef Ghassem Soleimani a porté un coup irréparable à la force de répression et de terrorisme doublé d'un impact considérable sur le moral des pasdarans.

Dans cette situation, pour se sauver, le régime sème la mort et le désespoir dans la société, avec cette stratégie de morts massives afin de bloquer la voie au soulèvement. En même temps pour se financer, il ne cesse d'augmenter le prix du pain, de l'électricité et du carburant pour puiser dans les poches des Iraniens. Parallèlement, il signe des contrats avec des partenaires étrangers pour brader le pays ou attend avec impatience l'élection présidentielle américaine au cas où la politique de concessions reprendrait. Mais le volcan est prêt à exploser au cœur de la société. La grave érosion des fondements économiques, sociaux et politiques du régime a rendu la situation du gouvernement si désastreuse que les aides occultes ne peuvent plus le sauver.

Il ne faut pas oublier cette leçon de l'histoire : lorsque le régime du chah s'est retrouvé en phase de renversement, il n'a pas survécu à la détermination du peuple iranien, malgré le soutien généralisé que lui apportaient des gouvernements occidentaux.

Dans ces circonstances, en organisant le plus grand rassemblement en ligne au monde, la Résistance reflète la même détermination du peuple iranien et la renforce face aux mollahs criminels et inhumains. Cette résistance est un message d'endurance, de passion pour la vie et le progrès et de victoire dans les conditions les plus difficiles.

Ni chah ni mollahs

Aujourd'hui, après 39 années d'existence et d'activité du CNRI, concentrons-nous sur le rôle véritable de cette alternative dans la société et l'histoire de l'Iran :

Quelles contradictions fondamentales le Conseil national de la Résistance a-t-il résolues dans la lutte historique entre le peuple iranien et la dictature religieuse ? Et pour l'avenir, après le renversement de ce régime, quelles fondations ont été mises en place pour empêcher le pays de revenir à la dictature, à l'extrémisme et à la dépendance?

Au siècle dernier, deux courants parallèles ont émergé et se sont développés en parallèle:

Le premier, un système hautement autoritaire pour l'édification duquel les régimes monarchique et clérical, malgré leurs différences manifestes, se sont alliés. Le second courant est la mise en place d'une alternative au sein du front du peuple pour instaurer la liberté et une république fondée sur la souveraineté populaire. Ceci est un résumé de l'histoire politique des cent dernières années. Un examen de cette histoire conduit à un autre résultat important.

Le modèle de la monarchie, qui est celui de la dépendance et de la tyrannie, a échoué. Le modèle du guide suprême, qui est celui de la tyrannie religieuse, a également échoué. La tyrannie noire de Reza Khan a laissé l'Iran dans l'abîme de l'occupation des Alliés, la dictature de son fils a conduit au pouvoir l'extrémisme religieux, Khomeiny a laminé l'Iran dans une guerre de huit ans avec des massacres et des génocides insensés et Khamenei a plongé le pays dans les guerres régionales, la répression, la faim et la maladie.

Les deux modèles ont donc échoué, et la solution est le CNRI qui a émergé du refus de la dépendance et du refus de la tyrannie religieuse. Nous savons tous que le mot d'ordre du CNRI depuis le premier jour est «ni chah ni mollahs ». La démarcation de «ni chah, ni mollahs » signifie le refus des systèmes fondés sur la torture, le meurtre, le pillage, la braderie des intérêts de la nation et la privation du peuple.

Face aux deux dictatures du chah et des mollahs, le CNRI se fonde sur le principe des libertés et de la souveraineté populaire. A savoir : le suffrage universel et des élections libres, la liberté et la démocratie, l'égalité entre les femmes et les hommes, l'autonomie des minorités ethniques, les droits humains, la participation du peuple à son propre destin, la justice économique et sociale, ainsi que la solidarité nationale. Tout cela est le sujet de notre lutte contre l'extrémisme au pouvoir depuis le début du règne de Khomeiny jusqu'à ce jour.

Le transfert du pouvoir au peuple d'Iran

Pendant la Révolution constitutionnelle, lorsque le peuple est descendu dans la rue pour protester, il a d'abord prononcé le mot de « nation iranienne ». C'est tout le but du CNRI : la souveraineté populaire.

Comme vous le savez, les membres et les constituants de ce conseil se sont opposés à l'usurpation par Khomeiny de la souveraineté populaire dès le premier jour et n'ont pas voté pour la constitution du guide suprême.

Le conseil estime qu'il est de son devoir de transférer la souveraineté au peuple iranien. Le programme du conseil reconnaît le droit du peuple de décider et de déterminer son propre destin et déclare que « l'instauration de la souveraineté populaire (...) est la réalisation la plus précieuse de la juste résistance du peuple iranien ».¹

La souveraineté populaire nécessite « de fournir et de garantir autant que possible les moyens, les facilités et les voies à l'intervention du peuple et de sa participation à la prise et la mise en œuvre des décisions ».² En fait, l'esprit fondamental du programme du CNRI, le résumé de ses plans, de ses prises de positions et déclarations les plus importantes, est en un mot le principe de la souveraineté populaire, au lieu de la souveraineté du chah ou des mollahs.

L'impossible réforme

Dans ses déclarations et résolutions du début des années 1980 à nos jours, le CNRI a analysé la nature du régime et, s'appuyant sur une expérience objective, a montré que la dictature religieuse n'est ni transformable, ni réformable, ni capable de négociation, ni pacifiste ni compatible avec la paix.

Au début des années 1980, lorsque certains ont commencé à parler de réforme du régime pour justifier leurs relations avec lui, le CNRI a déclaré : Toute illusion sur la capacité du régime à changer ou à se réformer, est considéré comme s'en rendre

¹ Progamme du Conseil national de la Résistance iranienne

² Préambule du plan du CNRI pour l'autonomie du Kurdistan d'Iran

complice et trahir les intérêts supérieurs du peuple iranien et de son aspiration à la liberté.

Quand Khomeiny est mort et que Rafsandjani a commencé une manœuvre de modération, le CNRI a déclaré: « Ce régime ne sera ni "modéré" ni "adepte de la modération", ni ne pourra "reconstruire" le pays ni renoncer au terrorisme et à l'extrémisme. »³

Après l'arrivée au pouvoir de Khatami, le CNRI a également déclaré: « Le régime du guide suprême (...) n'a pas la capacité de réforme ou d'ouverture. » Et ses fausses factions réformatrices visent à « prolonger la vie de ce même régime autour de son axe central du guide suprême ».⁴

Un mouvement pour la paix

L'un des plus grands services rendu par le CNRI a été d'établir un mouvement pour la paix durant la guerre insensée de Khomeiny avec l'Irak. Cette guerre a fait un million de morts du côté iranien. Les dévastations engendrées par ce conflit n'ont toujours pas été reconstruites et les blessures et la douleur de ses déplacés n'ont pas guéri.

En mars 1981, dans un document sur les tâches immédiates du gouvernement provisoire, le CNRI a déclaré « la fin immédiate de la guerre Iran-Irak et l'établissement d'une paix juste basée sur l'intégrité territoriale et les droits du peuple iranien ».

Vous savez qu'après le retrait des forces irakiennes du territoire iranien le 23 juin 1982, alors que Khomeiny se battait encore, le président du CNRI a bravement levé le drapeau de la paix et s'est dressé avec une prise de risque extraordinaire contre la guerre funeste que Khomeiny, avait transformé avec démagogie en une affaire nationale et religieuse.

³ Déclaration annuelle du CNRI, 21 juillet 1992

⁴ Communiqué du CNRI, 14 avril 1999

Le CNRI a promu le mouvement avec le slogan de paix et de liberté, et en mars de cette année-là, il a adopté son plan de paix. Le plan garantissait les intérêts nationaux de l'Iran au plus haut niveau en mettant l'accent sur l'accord d'Alger de 1975 et ses « frontières terrestres et fluviales », en insistant sur le « renvoi de la question des dommages de guerre devant la Cour internationale de justice de La Haye ». Le plan a été immédiatement accueilli par le gouvernement irakien comme base de lancement des pourparlers de paix. Mais 17 ans après la chute du précédent gouvernement irakien, le régime clérical n'a pas toujours pas signer un tel accord avec les gouvernements sous son influence en Irak.

Intérêts nationaux

Du plan de paix au mouvement pour la paix et à la lutte incessante contre les activités clandestines du régime pour construire une bombe atomique et pour dénoncer ses contrats bradant les intérêts du peuple, le conseil a toujours défendu les intérêts nationaux du peuple iranien.

Dès juin 1991, alors que personne ne prêtait la moindre attention ou n'avait la moindre information sur les projets nucléaires du régime, le CNRI a lancé des efforts intensifs pour dénoncer ces projets. Et au début des années 2000, avec ses informations documentées, il a brisé le secret de 18 ans du régime portant sur le programme de fabrication de l'arme nucléaire. Nous avons fait de grands pas dans cette direction avec le slogan d'un Iran non nucléaire.

Le Conseil a affirmé dans sa déclaration annuelle de 2004: « En raison de notre sens des responsabilités humaine, nationale et patriotique et de nos positions pacifiques, nous avons révélé les centres secrets établis par le régime clérical pour produire des bombes atomiques dans les villes de Natanz et d'Arak, pour que les instances internationales empêchent cette tragédie de se produire. »

La solidarité nationale

Un autre problème essentiel que le CNRI a su résoudre, c'est de créer un cadre démocratique pour l'alliance et la coopération des gens qui luttent pour le renversement du régime. À cet égard, le conseil a approuvé en 2002 le plan du Front de solidarité nationale, annonçant qu'il était prêt à coopérer avec toutes les forces républicaines, engagées à rejeter la dictature religieuse dans sa totalité avec l'ensemble de ses factions internes, pour établir un système politique démocratique et indépendant fondé sur la séparation de la religion et de l'État.

Depuis lors, la Résistance iranienne, comme l'a annoncé le président du conseil dans les jours qui ont suivi le soulèvement de décembre 2017-janvier 2018, « loin de toute étroitesse d'esprit et de toute insistance sur ses positions, son programme et ses plans, a constamment appelé à un Front de solidarité nationale à renverser la tyrannie religieuse ».⁵

En raison de l'importance de la question et de son inscription dans l'histoire, alors que le CNRI durant ces 40 années, s'est tenu à un niveau sans comparaison possible, constitue la force la plus élevée et la plus efficace contre la dictature religieuse et a connu les plus grandes souffrances, batailles et sacrifices, voyez une fois de plus, dans quelle mesure il fait preuve de flexibilité dans le cadre d'un front populaire en raison de la solidarité nationale ? Je reprends le texte exact de la prise de position du président du CNRI du 6 janvier 2018 :

« Le CNRI, loin de toute étroitesse d'esprit et de toute insistance sur ses positions, programmes et résolutions, a appelé à plusieurs reprises à un Front de solidarité nationale pour renverser la tyrannie religieuse ; il s'est déclaré prêt à coopérer avec toutes les forces républicaines qui s'engagent à rejeter la dictature religieuse dans sa totalité avec toutes ses factions internes et qui se battent pour l'établissement d'un système politique démocratique et indépendant basé sur la séparation de la religion et de l'Etat. »

La séparation de la religion et de l'Etat

⁵ Communiqué du Secrétariat Conseil national de la Résistance iranienne, 6 janvier 2018 10

La réponse du CNRI à l'expérience du fascisme religieux et de la tyrannie barbare sous le couvert de l'islam est le plan du Gouvernement provisoire sur la séparation de la religion et l'Etat qui a été adopté en novembre 1985.

Le programme du CNRI rejette la religion obligatoire et la contrainte religieuse et rejette toute forme « de discrimination, contrainte et privilèges politique et sociale » en relation avec l'islam.

Le programme du CNRI en 1981 met l'accent sur « l'égalité des droits politiques et sociaux de tous les membres de la nation » et l'abolition de « tous les privilèges sexuels, ethniques et idéologiques». Bien entendu, la formation même de ce conseil et les relations entre ses forces impliquent de présenter un modèle pratique de séparation de la religion et de l'État et d'une république libre et égale.

Le plan déclare, d'une part, qu'il «ne reconnaît à aucune religion des droits ou privilèges spéciaux »⁶, et d'autre part, il met l'accent sur «la liberté des religions et des cultes ».

Ce plan dans son premier article souligne : « toute discrimination entre adeptes de différentes confessions est interdite dans la jouissance des droits individuels et sociaux. Aucun citoyen, en raison de sa croyance ou non-croyance à une religion, n'a ni privilège ni handicap pour être élu et élire, pour postuler à un emploi, pour poursuivre des études, pour accéder à la magistrature ou faire valoir tout autre de ses droits civils. » Et l'article 3 souligne : « La compétence des magistrats ne découle pas de leurs convictions religieuses ou idéologiques. Aucune loi n'aura force et vigueur de loi si elle n'émane pas d'une instance législative du pays. »

En fait, le CNRI a réussi à résoudre une question qui s'est posée lors des débats sur la Constitution dans le premier parlement de l'Iran en 1906, qui a établi une grande confrontation entre les constitutionnalistes et les défenseurs de l'État de droit et de la démocratie d'une part et les légitimistes et partisans du cheikh Fazlollah Nouri d'autre part, à savoir les prédécesseurs des mollahs au pouvoir. Les légitimistes ont finalement

⁶ Plan du CNRI sur les relations du gouvernement provisoire de la république démocratique islamique d'Iran avec la foi et la religion, 12 novembre 1985

conduit à la tyrannie sous le couvert de la religion avec le régime du guide suprême, tyrannie que le peuple iranien ressent dans sa chair et son sang depuis 42 ans.

Face à cette dictature religieuse, l'organisation des Moudjahidine du peuple, en tant que membre de ce Conseil, représente l'islam qui est l'antithèse de l'extrémisme religieux de Khomeiny et de l'ignorance et de la réaction qu'il représente. Quand, dans ce conseil, un mouvement comme l'OMPI dotée d'une vision progressiste, approuve l'abolition des privilèges pour les adeptes de toute religion, il distingue le plan de séparation de la religion et de l'État des types de phrases couramment utilisées et bénéficie d'un grand soutien.

L'égalité femmes - hommes

Le CNRI n'a cessé de lutter contre l'oppression catastrophique et l'inégalité des femmes en Iran. Il a présenté un plan clair pour faire disparaitre les inégalités. Adopté à l'unanimité il y a 33 ans, ce plan met en avant la nécessité pour les Iraniennes d'atteindre la place qui leur revient. Il a ainsi inspiré les femmes en Iran à lutter pour leur liberté et leur égalité. De même, la place des femmes au sein du CNRI, de ses organisations membres et de l'Armée de libération nationale iranienne a ouvert un nouveau chapitre du statut des femmes dans la société iranienne. A l'autre bout du spectre se trouve un régime qui ne pouvait même pas à l'époque tolérer une commission de façade consacrée aux femmes dans son parlement et qui la transformé en commission de la Famille.

L'autonomie des minorités ethniques

Une autre question que le CNRI a abordée depuis sa création est l'autonomie des minorités ethniques opprimées. Certes, depuis l'arrivée au pouvoir de Khomeiny, les groupes et forces qui ont ensuite constitué le Conseil national de la résistance iranienne se sont opposés à la répression de nos compatriotes kurdes, arabes, turcs et des autres ethnies.

Le CNRI souligne dans son plan que tous les groupes ethniques, et l'ensemble des nationalités qui composent notre pays jouiront d'une autonomie interne. Le plan souligne également que leurs droits et libertés culturels, sociaux et politiques sont assurés dans le cadre de l'unité, de la souveraineté et de l'intégrité nationale.

Plus précisément, le CNRI a élaboré un plan en 12 points pour l'autonomie du Kurdistan iranien qui a été adopté en 1983. Malgré le passage de trois décennies, il reste l'un des modèles les plus complets au monde à cet égard.

Un modèle pour un Iran démocratique

Dès le début, le président du CNRI a déclaré : « Nous souhaitons présenter un modèle de base sur lequel nous pourrons résoudre tous les problèmes de l'Iran post-Khomeiny, dans une atmosphère démocratique et dans l'intérêt de notre peuple. »⁷

Le CNRI s'est engagé à ne pas rechercher le pouvoir mais à le transférer au peuple iranien. Sur la base des plans qu'il a adoptés, le gouvernement de transition doit organiser des élections libres pour former l'Assemblée nationale constituante et législative dans un délai maximum de six mois. En ce qui concerne le gouvernement provisoire, la tâche de transfert du pouvoir au peuple prendra fin dès que l'Assemblée nationale constituante et législative sera formée.

Une autre valeur et tradition du CNRI et de son caractère démocratique est le respect de la règle qui rejette le rapport de force dans ses relations internes pour adopter le « vote égal » et « chaque membre, une voix ». Qu'il s'agisse du représentant d'une organisation, comme l'OMPI, ou d'une personne indépendante acceptée comme membre du conseil.

Cette méthode n'a pas de précédent dans l'histoire des coalitions politiques. Étant donné que chaque coalition est formée sur la base du rapport de force entre les partis participants, l'ensemble des décisions et accords sont pris sur la base de ce rapport ; par

⁷ Propos du président du CNRI lors de l'adoption du plan sur les droits et les libertés des femmes le 24 avril 1987 13

conséquent, non seulement les personnalités individuelles mais aussi les courants plus petits ne jouent pas de rôle.

Et vous avez tous vu pendant toutes ces années que le président du conseil n'a jamais adopté de plan ou de décision sans convaincre et obtenir l'accord des organisations et personnalités des membres du conseil.

En d'autres termes, le conseil, dans ses relations internes, a fondé le principe sur la discussion et la persuasion et a suivi ce principe pour l'adoption de tous ses plans et décisions sans exception. D'autant plus qu'en exil et loin de notre patrie, maintenir la coalition et l'unité du conseil est vraiment une tâche difficile.

Le programme du CNRI stipule également qu'en plus de faire passer tout le monde « par l'épreuve des urnes et du suffrage universel »⁸, il faut dans la mesure du possible, adopter une « méthode de débat et de persuasion libre et publique ».

Le CNRI a élevé le niveau politique et le degré de progrès du mouvement de lutte et de la société iranienne en présentant un programme et des plans d'avant-garde pour l'Iran libre demain.

La crédibilité et le sérieux des plans et des résolutions du CNRI sont dus à l'engagement d'un mouvement qui résiste et lutte sans répit contre le régime des mollahs et qui a été efficace pour motiver une génération de pionniers de notre société vers une perspective libératrice.

Cette lutte incessante a été et reste le dynamisme du maintien du CNRI et de sa promotion.

Pour autant que je sache, le Conseil est le seul exemple de l'histoire politique contemporaine qui a fait connaître chacun des cas de départ, d'expulsion ou de trahison

⁸ Programme du CNRI, chapitre 3, article 4.

avec adhésion au camp du régime, dans des déclarations complètes, des résolutions et des publications, et en particulier dans les rapports du CNRI au peuple iranien. À cet égard, nous n'avons jamais été ceux qui ont commencé, ni avec une personne ni un courant au cours de ces 40 années. Au contraire, comme le président du conseil l'a dit en maintes occasions, nous avons mis fin au problème parce que notre seul critère est notre lutte pour renverser le régime.

C'est l'une des épreuves réussies du conseil ces dernières années, en particulier dans le cas de ceux qui ont franchi la ligne rouge du CNRI et qui ont cherché à se frayer un chemin vers les mollahs ou sont tombés dans le piège du ministère du Renseignement et se considéraient comme de soi-disant critiques du CNRI et de l'OMPI.

On dit depuis longtemps qu'il faut faire confiance à l'artisan dont le bruit du marteau ne cesse de résonner dans l'atelier de l'aube au crépuscule. Le peuple iranien fait également confiance à cette résistance car il entend depuis quarante ans les coups de marteaux des batailles du mouvement.

Le président du conseil, afin de protéger le sang et les souffrances du peuple iranien et de ses enfants les plus courageux et pour garantir l'avenir de l'Iran, a proposé et soutenu cette alternative, à l'aulne des épreuves et d'innombrables souffrances, et garantit sa stabilité au cours de ces 40 années.

Les membres persévérants et les partisans fidèles du CNRI ont également montré au cours de ces quatre décennies qu'ils sont profondément conscients de cette mission. Ils ont montré que pour protéger cette alternative indépendante, ils ne céderont à aucun pouvoir ni gouvernement, et qu'ils ne toléreront pas la moindre atteinte portée à son encontre.

Ils ont montré qu'ils payaient le prix fort pour protéger les démarcations et les lignes rouges du peuple iranien contre la dictature religieuse dans son ensemble.

Ils ont montré que dans chaque tempête, dans chaque épreuve, dans chaque difficulté et sous chaque pression, ils ne relâcheront pas leur lutte pour renverser le régime, et qu'ils donnent tout ce qu'ils possèdent pour la lutte et la résistance pour la liberté.

C'est pourquoi le camp des multiples ennemis du peuple d'Iran dirigé par les mollahs est si furieux et terrifié d'entendre la voix de cette Résistance. C'est pourquoi dans la voix de cette Résistance, ils entendent le tocsin de leur propre disparition. C'est pourquoi chaque phrase et chaque rassemblement de cette Résistance font trembler la dictature cléricale et ses hommes de main.

Le CNRI est en fait l'essence et l'histoire de l'évolution de 40 années de lutte du peuple iranien, parsemée d'abondantes épreuves et de nombreux hauts et bas. Le CNRI fait partie de l'histoire de l'Iran ; il est en réalité une coalition politique pour la lutte du peuple pour la liberté, l'indépendance, la justice, ainsi que pour le progrès économique et social.

L'histoire future de l'Iran rendra hommage à la place particulière du président du CNRI et à sa démarche capitale, car l'avenir sera profondément marqué par cette alternative démocratique et les grands services qu'elle a rendus pour faire avancer la cause de la liberté et de la souveraineté du peuple iranien.

Depuis le début, le CNRI est fier d'être resté ferme dans cette bataille historique, et il le restera jusqu'à la victoire et le transfert de la souveraineté au peuple iranien.

A l'occasion de l'anniversaire de la bataille « Lumière éternelle », je voudrais terminer mon intervention en saluant chaleureusement les martyrs inoubliables du peuple iranien devenus des lumières éternelles. Ils se sont levés et ont donné leur vie pour atteindre les objectifs pour lesquels le CNRI a été créé. Et notre mouvement de Résistance reste engagé dans cette mission et triomphera en s'appuyant sur le peuple d'Iran.

Je vous remercie.